



**RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES  
DU SYNDICAT AZUR POUR L'ANNEE 2022**

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>I. CONTEXTE GENERAL</b>                                     | <b>3</b>  |
| <b>1. Situation globale</b>                                    | <b>3</b>  |
| <b>2. Situation de la collectivité et perspectives</b>         | <b>4</b>  |
| 1. Situation du syndicat Azur                                  | 4         |
| 2. Les perspectives  | 5         |
| 3. Le périmètre du syndicat                                    | 6         |
| 4. Le financement du syndicat par les communes membres         | 7         |
| <b>II. LA SECTION FONCTIONNEMENT</b>                           | <b>8</b>  |
| <b>1. Les contraintes pesant sur la section fonctionnement</b> | <b>8</b>  |
| 1. La hausse de la Taxe Générale sur les Activités polluantes  | 8         |
| 2. L'évolution des tonnages collectés et traités               | 9         |
| 3. La mise en place de l'extension des consignes de tri        | 9         |
| 4. La hausse des prix liée à la situation économique           | 9         |
| <b>2. Les prévisions 2022 en dépenses de fonctionnement</b>    | <b>10</b> |
| <b>3. Les recettes de fonctionnement du syndicat</b>           | <b>12</b> |
| <b>4. L'évolution des recettes de fonctionnement</b>           | <b>13</b> |
| 1. Les contributions des EPCI                                  | 13        |
| 2. Les contrats de prestation DIB                              | 15        |
| 3. Les autres recettes   | 15        |
| <b>III. LES INVESTISSEMENTS DU SYNDICAT</b>                    | <b>16</b> |
| 1. Les dépenses d'équipement 2022                              | 16        |
| 2. Les recettes d'investissement                               | 17        |
| <b>IV. LA DETTE DU SYNDICAT</b>                                | <b>17</b> |
| <b>V. LES CHARGES DE PERSONNEL ET LES EFFECTIFS</b>            | <b>19</b> |
| 1. Lignes Directrices RH du Syndicat                           | 19        |
| 2. Evolution des charges de personnel                          | 19        |
| 3. Les effectifs   | 22        |

## I. CONTEXTE GENERAL

### 1. Situation globale

La France et le monde ont traversé une grave crise sanitaire et économique ces deux dernières années en raison de l'épidémie COVID-19, son impact a été estimé à 4 milliards d'euros.

Malgré cette crise et un contexte qui demeure incertain, les finances des collectivités territoriales se sont améliorées entre 2017 et 2022 (rapport de la cour des comptes / novembre 2021).

Les collectivités ont abordé la crise sanitaire dans une situation financière saine ce qui a permis d'en absorber le choc. Suite aux mesures de soutien de l'Etat, l'impact est resté relativement modéré et les indicateurs financiers sur la période 2017 – 2021 sont en amélioration (recettes réelles de fonctionnement en hausse de 5,6 %, capacité d'autofinancement brute en hausse de 23,2 % et trésorerie en hausse de + 36,4 %) (rapport de la cour des comptes / novembre 2021).

Ces bons résultats sont cependant à nuancer avec les dépenses à venir qui se heurtent à la hausse des prix de l'énergie, des matières premières et une inflation croissante.

L'année 2021 a été marquée par les effets de la réforme de la fiscalité locale qui a entraîné une refonte complète du panier fiscal local suite à la suppression de la Taxe d'habitation et du dégrèvement correspondant.

La fiscalité du bloc communal repose désormais essentiellement sur le propriétaire du foncier bâti et non sur « l'habitant », cette refonte fiscale comporte également une exposition plus grande à la conjoncture économique. En effet, le remplacement d'impôts locaux par des fractions d'impôts nationaux ou des dotations entraîne une rigidification des ressources et tend à réduire les marges de manœuvre des collectivités. Pour rappel, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) s'appuie sur la valeur locative de la Taxe Foncière.

Les collectivités bénéficient néanmoins de perspectives financières favorables grâce à une reprise des recettes et la poursuite des mesures de soutien de l'Etat. La loi de finances pour 2022 a ainsi prévu un taux de revalorisation des valeurs locatives à hauteur de 3,4 %.

Malgré des perspectives de recettes à la hausse, l'incertitude financière est bien présente en raison des dépenses en hausse et plus particulièrement dans l'évolution des prix des marchés publics.

La fiscalité environnementale et plus particulièrement la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) vient également peser lourdement sur les budgets 2021 des collectivités avec une hausse de +5 €HT / tonne appliquée en 2021, et de +3 € HT/tonne pour l'année 2022, des taux de TEOM en augmentation de + de 35 % ont ainsi été votés par certaines grandes villes pour absorber le surcoût.

C'est donc dans un contexte économique et financier toujours plus contraint que débute l'année 2022.

De plus, des contraintes réglementaires dans les prochaines années viendront modifier l'organisation et le financement du service (collecte des biodéchets, BREF incinération, tarification incitative, ...).

## 2. Situation de la collectivité et perspectives

### 1. Situation du syndicat Azur

En 2021, le syndicat Azur a maintenu tout au long de l'année un niveau et une qualité de service malgré la crise sanitaire et les périodes de confinement qui se sont succédées pendant l'année.

L'année 2021 a également été marquée sur le plan financier par l'augmentation de la TGAP de + 5 € HT/tonne par rapport à 2020, ainsi que par les renouvellements des marchés de collecte et de traitement qui enregistrent une augmentation des prix d'environ 15 %. Une hausse de +5% des tonnages collectés supérieure aux prévisions a également été constatée.

Malgré ces contraintes, les projets prévus pour 2021 ont pu se concrétiser avec notamment :

- Le renforcement de la prévention et de la sensibilisation à la gestion des déchets
- La mise en place d'une application permettant le don d'objets
- La densification des points de collecte du verre
- La réalisation d'une étude sur la mise en place d'une collecte ponctuelle sur le mobilier usager
- L'homogénéisation de la couleur des bacs pour se conformer à la feuille de route de l'économie circulaire
- La mise en place d'une cabane à dons pour la déchetterie
- Le changement de la nomenclature comptable en M57
- La mise en œuvre des lignes directrices de gestion des ressources humaines avec l'aide à la formation et l'accompagnement des agents à la mobilité
- La réalisation d'outils de communication
- Le renouvellement des marchés publics de traitement et de collecte
- Le renouvellement du marché d'assurance et des titres restaurant
- Le renouvellement de groupement de commandes pour les sacs végétaux
- La signature de la convention de coopération pour le gestion/traitement des déchets avec le syndicat Tri-Action
- La mise en place du 1<sup>er</sup> forum « zéro déchet »

## 2. Les perspectives

La perspective économique liée à l'impact de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine ainsi que l'ensemble des réglementations environnementales et fiscales à appliquer en 2022 et 2023 rendent l'exercice de prévision budgétaire délicat.

Le syndicat Azur a néanmoins pour objectif de poursuivre la qualité du service rendu en intégrant les nouvelles mesures réglementaires tout en limitant la hausse des contributions de ses membres.

Les prévisions budgétaires pour 2022 et les années à venir tiennent comptes des contraintes et constats suivants :

- L'augmentation de la **TGAP**<sup>1</sup> (2020 = 3€ HT/tonne, 2021 = 8€ HT/tonne, 2022 = 11€HT/tonne, montant prévu pour 2025 = 15€ HT/tonne)
- La mise en œuvre de l'extension des **consignes de tri** à partir du 1<sup>er</sup> juin 2022 pour les emballages
- **L'obligation de répondre à l'appel à projets CITEO** pour prétendre à des soutiens financiers supplémentaires
- **L'augmentation des volumes collectés et traités** suite à la réalisation des projets urbains venant augmenter la population et aux changements de comportements des ménages pendant la crise,
- L'augmentation des prix des marchés publics,
- La collecte des bio-déchets au plus tard au 31 décembre 2023 (loi du 10 février 2020, relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire),
- L'application réglementaire du **BREF incinération** (traitement des rejets) entre 2022 et 2023
- L'impact de la mise en œuvre de la feuille de route de l'économie circulaire, notamment en matière d'homogénéisation de la **couleur des bacs**,
- L'application de la **loi de transformation de la fonction publique** qui revoit le cadre de gestion des ressources humaines (dialogue social, transition professionnelle des agents...)
- Mise en œuvre des **lignes directrices de gestion des ressources humaines** (formation, mobilité, handicap, temps de travail, gestion des absences...)
- Poursuite des actions du **PLPDMA** (Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés) qui a été approuvé en décembre 2018, dont l'objectif est la réduction globale des déchets produits sur le territoire.

---

<sup>1</sup> Taxe générale sur les activités polluantes

Les projets du syndicat pour 2022 sont les suivants :

- La réduction du volume des déchets en développant les mesures de prévention
- La mise en œuvre des extensions de consignes de tri
- L'amélioration de la qualité du tri sélectif
- la promotion du compostage
- La proposition de nouveaux services aux entreprises : collecte des différents types de déchets
- La célébration des 50 ans du syndicat Azur
- Le déploiement de colonnes à verre supplémentaires
- L'étude d'opportunité d'augmenter la puissance de fourniture de la chaleur de 22 à 30 MW
- L'étude pour l'implantation d'une recyclerie sur le territoire
- L'étude départementale (95), sur la faisabilité de mutualiser la fonction tri
- L'amélioration des conditions de travail des agents (douches, local de stockage EPI, ...)

**L'ensemble de ces actions et projets seront réalisés avec l'objectif constant d'optimiser les dépenses et la gestion afin de limiter l'augmentation des contributions appelées aux EPCI membres du syndicat.**

### 3. Le périmètre du syndicat

Pour rappel, le budget du syndicat AZUR a subi un changement de périmètre en 2016 avec la reprise de la compétence collecte des communes d'Argenteuil et de Bezons qui relevait auparavant de la communauté d'agglomération Argenteuil Bezons (CAAB) aujourd'hui dissoute.

Les dernières écritures comptables de dissolution de l'ex-CAAB ont été enregistrées sur l'exercice 2021. Le périmètre du syndicat Azur est ainsi stabilisé depuis 2016, il recouvre les compétences suivantes :

Pour les 4 communes du syndicat :

- Fourniture des équipements de pré-collecte
- Distribution des bacs OM<sup>2</sup>/DIB<sup>3</sup> pour Corneilles et La Frette,
- Distribution des sacs déchets végétaux pour Corneilles et La Frette,
- Tri des déchets
- Collecte des déchets
- Traitement des déchets
- Sensibilisation
- Exploitation de la déchetterie
- Exploitation de l'usine de valorisation énergétique

---

<sup>2</sup> Ordures ménagères

<sup>3</sup> Déchets industriels banals

Pour les communes d'Argenteuil et de Bezons, la collecte est effectuée en régie et elles disposent d'un atelier mécanique pour la réparation des véhicules.

#### 4. Le financement du syndicat par les communes membres

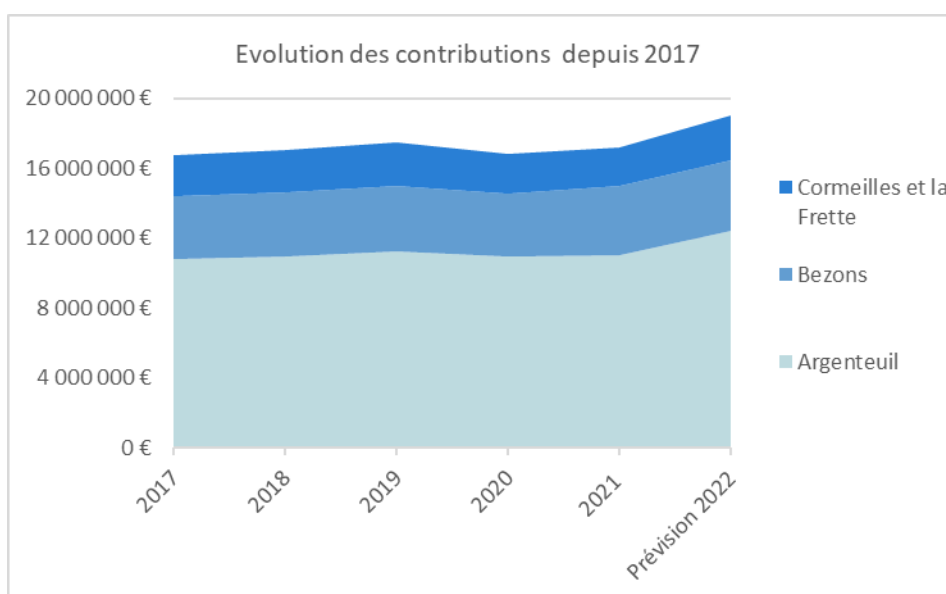
Le syndicat est financé à plus de 70 % par les contributions de ses membres. Les contributions correspondent au produit de la TEOM des communes.

La TEOM est perçue par les EPCI pour Bezons, Cormeilles et la Frette et directement par le syndicat AZUR pour Argenteuil (fiscalité directe).

Pour Argenteuil, une contribution dite « d'équilibre » est appelée auprès de l'EPT Boucle Nord de Seine pour compléter le produit de la TEOM et permettre de couvrir le coût du service.

**Compte tenu des contraintes pesant sur le syndicat pour 2022** (contraintes réglementaires, augmentation des volumes traités, hausse des prix des marchés, ...) la prévision pour le total des contributions pour 2022 est en hausse de 10,53 % par rapport à 2021 pour atteindre un montant global de 19 013 596 €.

|                         | 2017                | 2018                | 2019                | 2020                | 2021                | Prévision 2022      |
|-------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Argenteuil              | 10 769 409 €        | 10 916 036 €        | 11 237 683 €        | 10 949 320 €        | 11 020 665 €        | 12 416 272 €        |
| Bezons                  | 3 624 601 €         | 3 676 300 €         | 3 739 203 €         | 3 624 954 €         | 3 982 052 €         | 4 052 524 €         |
| Cormeilles et la Frette | 2 382 512 €         | 2 467 331 €         | 2 475 974 €         | 2 264 827 €         | 2 199 166 €         | 2 544 800 €         |
| <b>TOTAL</b>            | <b>16 776 522 €</b> | <b>17 059 667 €</b> | <b>17 452 860 €</b> | <b>16 839 101 €</b> | <b>17 201 883 €</b> | <b>19 013 596 €</b> |



## II. LA SECTION FONCTIONNEMENT

### 1. Les contraintes pesant sur la section fonctionnement

L'objectif pour 2022 est toujours de préserver le montant des contributions et de la TEOM tout en continuant à maintenir un même niveau de service et à entretenir le matériel nécessaire à la collecte (bâtiments, véhicules, bornes d'apport volontaire).

Les présentes orientations budgétaires prévoient des évolutions de dépenses significatives, ces évolutions sont les conséquences de l'application des contraintes réglementaires pour (TGAP, extension des consignes de tri, harmonisation des couleurs de bacs) et du prix des nouveaux marchés impactés par la crise des matières premières et de la tension sur les marchés d'approvisionnement, à cela s'ajoute une augmentation significative du coût du carburant.

Les montants des contributions pour 2022 ont été estimés en tenant compte de l'affectation des dépenses pour chaque commune selon des clés de répartition représentatives (les tonnages OM, la population INSEE ...).

### 1. La hausse de la Taxe Générale sur les Activités polluantes

Après avoir absorbé une hausse de 5 € HT/tonne en 2021 par rapport à 2020, une hausse supplémentaire de 3 € HT/tonne s'applique en 2022 par rapport à 2021, soit plus de 250 000 € HT de dépenses supplémentaires pour 2022 par rapport à 2021.

| année                                      | montant de la TGAP<br>€ HT/Tonne) | tonnes traitées<br>(T) | coût de la TGAP (€ HT) | coût de la TGAP (€ TTC) |
|--|-----------------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|
| 2019                                       | 3                                 | <b>67 650,00</b>       | 202 950,00             | 223 245,00              |
| 2020                                       | 3                                 | <b>73 640,40</b>       | 220 921,20             | 243 013,32              |
| 2021                                       | 8                                 | <b>78 246,75</b>       | 625 974,00             | 688 571,40              |
| 2022                                       | 11                                | <b>80 000,00</b>       | 880 000,00             | 968 000,00              |
| 2023*                                      | 12                                | <b>84 000,00</b>       | 1 008 000,00           | 1 108 800,00            |
| 2024*                                      | 14                                | <b>89 880,00</b>       | 1 258 320,00           | 1 384 152,00            |
| 2025*                                      | 15                                | <b>96 171,60</b>       | 1 442 574,00           | 1 586 831,40            |
|  |                                   | total                  | 5 638 739,20           | 6 202 613,12            |
| *hypothèse évolution des tonnages de 0,7 % |                                   |                        |                        |                         |

La perspective de versement cumulé de la TGAP entre 2019 et 2025 s'élève à 6 202 613,12 € TTC.

Cette hausse de taxe se cumule à une évolution du volume des tonnages sur le territoire du syndicat.



## 2. L'évolution des tonnages collectés et traités

Depuis 2019, les tonnages OM ont augmenté de **11,08 %**, la répartition par commune est détaillée dans le tableau ci-dessous :

| Tonnages OM  | 2019          | 2020          | 2021          | Evolution 2019 à 2020 | Evolution 2020 à 2021 | Evolution en tonnes 2020 à 2021 |
|--------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------------|
| Argenteuil   | 38 454        | 40 923        | 42 763        | 6,42%                 | 4,50%                 | 1 840                           |
| Bezons       | 11 041        | 11 996        | 12 104        | 8,65%                 | 0,90%                 | 108                             |
| Cormeilles   | 6 224         | 6 933         | 7 123         | 11,39%                | 2,74%                 | 190                             |
| La Frette    | 1 050         | 1 064         | 1 069         | 1,33%                 | 0,45%                 | 5                               |
| <b>TOTAL</b> | <b>56 769</b> | <b>60 916</b> | <b>63 059</b> | <b>7,31%</b>          | <b>3,52%</b>          | <b>2 143</b>                    |

## 3. La mise en place de l'extension des consignes de tri

La réglementation contraint les collectivités à mettre en place les nouvelles consignes de tri avant le 31 décembre 2022.

Afin de respecter cette échéance, le syndicat Azur prévoit sa mise en place à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022. Les dépenses supplémentaires générées par ce projet sont estimées à **660 k €** :

- Traitement surcoût nouvelles consignes : 140 k€
- Communication auprès des habitants / ré-étiquetage : 370 k€
- Campagne de changement de volume des bacs emballages : 150 k€

A ces évolutions structurelles se cumule la conjoncture économique liée à la crise sanitaire.

## 4. La hausse des prix liée à la situation économique

Deux marchés structurants du syndicat ont été renouvelés en 2021 (traitement des déchets pour les 4 villes et collecte pour les villes de Cormeilles et la Frette). Les conditions avantageuses dont bénéficiait le syndicat précédemment n'ont pas pu être reconduites. Les prix des marchés ont ainsi enregistré une hausse d'environ 15 %.

Au global, compte-tenu de ces évolutions et des projets prévus pour 2022, les dépenses réelles de fonctionnement sont en hausse de 20,60 % par rapport au réalisé 2021 et de +15% hors Sycotm/Tri-Action. Elles sont estimées à 25,060 M€ pour 2022.

## 2. Les prévisions 2022 en dépenses de fonctionnement

Le montant total des dépenses réelles de fonctionnement pour 2022 s'élève à **25,06 M€**.

| Chapitre   |                             | BP 2021             | Prévision BP 2022   |
|--|-----------------------------|---------------------|---------------------|
| 011  | Charges à caractère général | 13 122 205 €        | 17 500 355 €        |
|  | <i>dont Contrat Syctom</i>  | <i>2 340 000 €</i>  |                     |
|  | dont contrat Tri'action     |                     | 3 673 200 €         |
| 012  | Charges de personnel        | 6 357 366 €         | 6 480 000 €         |
| 65   | Autres charges de gestion   | 114 400 €           | 90 850 €            |
| 66   | Charges financières         | 1 077 212 €         | 977 993 €           |
| 67   | Charges exceptionnelles     | 4 000 €             | 10 000 €            |
| 68   | Dotations aux provisions    | 1 000 €             | 1 000 €             |
| <b>Sous-total hors contrat Syctom / Tri'Action</b> |                             | <b>18 336 183 €</b> | <b>21 386 998 €</b> |
| <b>TOTAL</b>                                       |                             | <b>20 676 183 €</b> | <b>25 060 198 €</b> |

| Chapitre   |                             | BP 2021             | Prévision BP 2022   |
|--|-----------------------------|---------------------|---------------------|
| 011  | Charges à caractère général | 13 122 205 €        | 17 500 355 €        |
|  | <i>dont Contrat Syctom</i>  | <i>2 340 000 €</i>  |                     |
|  | dont contrat Tri'action     |                     | 3 673 200 €         |
| 012  | Charges de personnel        | 6 357 366 €         | 6 480 000 €         |
| 65   | Autres charges de gestion   | 114 400 €           | 90 850 €            |
| 66   | Charges financières         | 1 077 212 €         | 977 993 €           |
| 67   | Charges exceptionnelles     | 4 000 €             | 10 000 €            |
| 68   | Dotations aux provisions    | 1 000 €             | 1 000 €             |
| <b>Sous-total hors contrat Syctom / Tri'Action</b> |                             | <b>18 336 183 €</b> | <b>21 386 998 €</b> |
| <b>TOTAL</b>                                       |                             | <b>20 676 183 €</b> | <b>25 060 198 €</b> |

Ces dépenses sont composées à **48 % des dépenses de traitement des déchets** pour un montant de **11,66 M€** avec principalement des contrats de service pour :

- L'exploitation de l'usine d'incinération **4,85 M€ (incinération + mâchefers avec hausse de la TGAP incluse de + 3 € HT/tonne par rapport à 2021)**
- Le coût d'incinération dans le cadre de la convention avec Tri-Action **3,673 M€**
- Le tri des emballages **1,30 M€**
- Le traitement des encombrants, des végétaux **1,03 M€**
- L'exploitation de la déchetterie fixe **810 k€**

### **Les autres dépenses de fonctionnement se composent :**

- Des charges de personnel pour un montant de **6,48 M€**
- Des contrats de collecte pour **2,05 M€** avec :
  - La collecte des déchets pour Val parisis **1,48 M€**
  - La collecte des bornes d'apport volontaire **575 k€**
- Des intérêts de la dette pour **978 k€**
- Des dépenses de moyens généraux pour 842 k€ (dont le carburant, les contrats de maintenance et informatique)
- De fournitures et réparations pour l'atelier mécanique pour **735 k€**
- De frais de communication pour **532 k€**
  
- Enfin, **323 k€** de dépenses de fonctionnement sont affectées à la régie collecte, la prévention et la précollecte DIB.

### **Les postes de dépenses concernés par des hausses significatives sont les suivants :**

**Contrat Incinération/mâchefers : + 614 k€** (la vente de l'électricité : +300 k€ permet de ramener cette hausse à + 314 k€ c/6110)

#### **Marchés de traitement : + 612 k€**

- Emballages + 390 k€,
- Encombrant + 132 k€,
- Végétaux + 90 k€

#### **Collecte pour le territoire Valparisis : + 333 k€**

- Emballages + 119 k€,
- OM et encombrants +147k€,
- Végétaux + 66k€

### **D'autres postes de dépenses affichent des hausses :**

- Impôts locaux : + 167 k€ (régularisation prévue pour le versement de la CVAE/CFE et la TICFE)
- Carburant : + 40 k€

**Les charges de personnel évoluent de 4,05 % (+ 252 k€)** avec les évolutions réglementaires annuelles

**Les charges financières évoluent favorablement avec une baisse de 9,13 % ( 98 k€)**

### 3. Les recettes de fonctionnement du syndicat

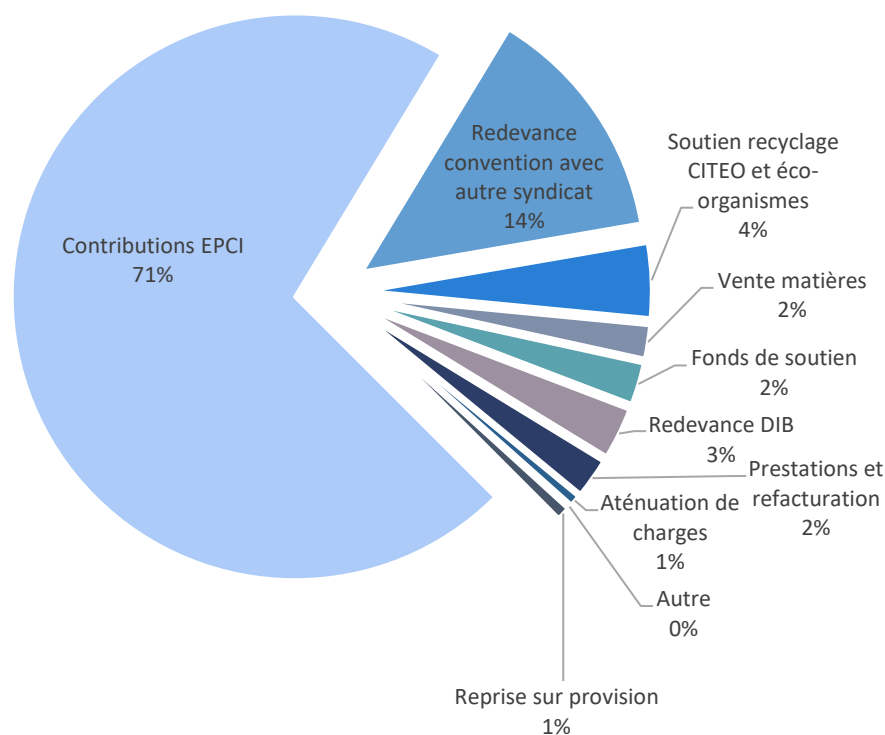
Les recettes réelles de fonctionnement du syndicat sont composées :

- Des contributions des EPCI membres (71 %), **19,013 M€**
- De la redevance relative au partenariat avec le Syndicat Tri-Action pour le traitement de leurs déchets par l'usine Azur : **3,673 M €**
- Du soutien apporté par CITEO en fonction des performances du syndicat en matière de recyclage estimées à **850 000 €** pour 2022,
- Des recettes DIB/redevance spéciale pour **790 000 €**,
- Du fonds de soutien dont le montant est lissé, le montant annuel perçu s'élève à **640 455 €**,
- Des recettes Eco Mobilier, **280 000 €**,
- De la reprise de la provision constituée pour la TGAP **200 000 €**
- Des reventes de matière évaluées à **513 000 €** pour 2022

Cette typologie de recettes laisse peu de marge de manœuvre au syndicat, les évolutions de dépenses étant reportées directement sur les contributions des EPCI.

| Chapitre   |  | BP 2021             | Prévision BP 2022   |
|--|--|---------------------|---------------------|
| 731  | Impositions directes                               | 8 229 235 €         | 10 651 155 €        |
| 70   | Produits des services, du domaine et ventes divers | 2 422 677 €         | 3 055 110 €         |
| 74   | Dotations et participations                        | 11 312 647 €        | 12 055 435 €        |
|  | <i>dont Contrat Syctom</i>                         | <i>2 340 000 €</i>  |                     |
|  | <i>dont contrat Tri'action</i>                     |                     | <i>3 673 200 €</i>  |
| 75   | Autres produits de gestion courante                | 203 815 €           | 31 500 €            |
| 76   | Produits financiers                                | 640 456 €           | 640 456 €           |
| 78   | Reprises sur amortissements, dépréciations et prov |                     | 200 000 €           |
| 013  | Atténuations de charges                            | 205 200 €           | 162 650 €           |
| <b>Sous-total hors contrat Syctom / Tri'Action</b> |  | <b>20 674 030 €</b> | <b>23 123 106 €</b> |
| <b>TOTAL</b>                                       |  | <b>23 014 030 €</b> | <b>26 796 306 €</b> |

## Répartition des recettes réelles de fonctionnement BP 2022



### 4. L'évolution des recettes de fonctionnement

#### 1. Les contributions des EPCI

Pour l'année 2021, les contributions sont restés stables malgré les dépenses supplémentaires dues à la hausse des taxes environnementales et les dépenses supplémentaires liées à la crise sanitaire. En 2022, une augmentation de **10,53 %** est nécessaire pour équilibrer le budget.

Le syndicat AZUR dispose pour 2021, d'un résultat de fonctionnement excédentaire de 2,26 M€, ce résultat permet de limiter la hausse des contributions financières.

L'investissement a également été limité pour contenir cette hausse.

**L'objectif : limiter la hausse des contributions 2022 et rendre un service de qualité tout en respectant les contraintes réglementaires.**

Pour rappel, les contributions votées depuis 2017 :

|                         | 2017                | 2018                | 2019                | 2020                | 2021                | Prévision 2022      |
|-------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Argenteuil              | 10 769 409 €        | 10 916 036 €        | 11 237 683 €        | 10 949 320 €        | 11 020 665 €        | 12 416 272 €        |
| Bezons                  | 3 624 601 €         | 3 676 300 €         | 3 739 203 €         | 3 624 954 €         | 3 982 052 €         | 4 052 524 €         |
| Cormeilles et la Frette | 2 382 512 €         | 2 467 331 €         | 2 475 974 €         | 2 264 827 €         | 2 199 166 €         | 2 544 800 €         |
| <b>TOTAL</b>            | <b>16 776 522 €</b> | <b>17 059 667 €</b> | <b>17 452 860 €</b> | <b>16 839 101 €</b> | <b>17 201 883 €</b> | <b>19 013 596 €</b> |
| Evolution n-1           |                     | 1,69%               | 2,30%               | -3,52%              | 2,15%               | 10,53%              |

Pour 2022, le coefficient de revalorisation des bases fiscales est de 3,4%.

Pour Argenteuil, le taux de TEOM est prévu à hauteur de 7,00 % avec une contribution d'équilibre de 1 765 117 €.

| Année                             | 2017               | 2018               | 2019               | 2020               | 2021               | Prévision 2022      |
|-----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| <b>Base</b>                       | 137 826 736        | 141 169 470        | 144 143 607        | 145 946 812        | 147 522 704        | 152 159 355         |
| <b>Taux Voté</b>                  | 6,01%              | 6,01%              | 5,86%              | 5,59%              | 5,59%              | 7,00%               |
| <b>Montant attendu TEOM</b>       | <b>8 283 387 €</b> | <b>8 484 285 €</b> | <b>8 446 815 €</b> | <b>8 158 427 €</b> | <b>8 246 519 €</b> | <b>10 651 155 €</b> |
| <b>Contribution équilibre EPT</b> | <b>2 416 020 €</b> | <b>2 549 818 €</b> | <b>2 791 429 €</b> | <b>2 791 429 €</b> | <b>2 791 429 €</b> | <b>1 765 117 €</b>  |

Pour Bezons, le taux de TEOM est prévu à hauteur de 7,46 %.

| Année                  | 2017               | 2018               | 2019               | 2020               | 2021               | 2022               |
|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Base *</b>          | 45 783 071         | 47 959 606         | 49 026 847         | 50 910 259         | 52 534 451         | 54 320 622         |
| <b>Taux voté</b>       | 7,95%              | 7,76%              | 7,46%              | 7,46%              | 7,46%              | 7,46%              |
| <b>Montant attendu</b> | <b>3 639 754 €</b> | <b>3 721 665 €</b> | <b>3 657 403 €</b> | <b>3 797 905 €</b> | <b>3 919 070 €</b> | <b>4 052 318 €</b> |

\* pour la prévision 2022 : base 2021 + 3,4% de revalorisation (PLF 2022)

Pour Valparisis, le taux de TEOM est estimé à 4,97 % pour une contribution de 2 544 800 €.

| Année                  | 2017               | 2018               | 2019               | 2020               | 2021               | Prévision 2022     |
|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Base**</b>          | 41 475 091         | 42 841 465         | 45 191 112         | 47 396 200         | 49 542 215         | 51 167 181         |
| <b>Taux voté</b>       | 5,91%              | 5,60%              | 5,30%              | 4,60%              | 4,60%              | 4,97%              |
| <b>Montant attendu</b> | <b>2 451 178 €</b> | <b>2 399 122 €</b> | <b>2 395 129 €</b> | <b>2 180 225 €</b> | <b>2 278 942 €</b> | <b>2 544 800 €</b> |

\*\* pour la prévision 2022 : base prévisionnelle des services fiscaux (état 1259)

## 2. Les contrats de prestation DIB

Les recettes prévues pour 2022 sur les contrats de Déchets Industriels Banals « DIB » sont en légère augmentation.

| Année              | 2018    | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    |
|--------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Recettes inscrites | 780 000 | 750 000 | 780 000 | 785 000 | 790 000 |

## 3. Les autres recettes

Pour 2022, la redevance prévue dans le cadre de la convention avec le syndicat Tri-Action s'élève à 3 673 200 €.

Des subventions sont également prévues pour le projet d'implantation d'une recyclerie : 20 000 € (10 000 € de la région Ile-de-France et 10 000 € de l'ADEME)

### III. LES INVESTISSEMENTS DU SYNDICAT

#### 1. Les dépenses d'équipement 2022

Les dépenses d'équipement ont été prévues à hauteur de 2,068 M€ pour 2022 contre 2,19 M€, voici la liste d'investissement proposée pour 2022 :

| Service/détail des investissements  | Prévision 2022        |
|---|-----------------------|
| <b>Equipements spécifiques / communes</b>   | <b>544 309,53 €</b>   |
| <b>Régie collecte</b>   | <b>523 700,00 €</b>   |
| <i>Achat d'une benne 16 tonnes pour la collecte OME avec lève-conteneur spéciale voie étroite pour collecte de 13h</i>                                    | 200 000,00 €          |
| <i>Achat d'un camion bras de grue</i>   | 175 000,00 €          |
| <i>Réfection des douches des agents de collecte</i>   | 54 000,00 €           |
| <i>Renforcement fondation structure bat du 10 rue du chemin vert suite étude fondasol</i>   | 50 000,00 €           |
| <i>Vestiaires, sol, peinture et plafond (à côté des douches)</i>  | 19 200,00 €           |
| <i>Eclairage du parking des camions</i>   | 8 000,00 €            |
| <i>Matériel géolocalisation : écrans, gps, puces</i>  | 8 000,00 €            |
| <i>Changement des portes pour le local karcher nettoyeur hp</i>   | 4 000,00 €            |
| <i>Reprise de sécurisation de la cloture derrière du parc à sel</i>   | 3 000,00 €            |
| <i>Porte accès entre toilettes et parking camion</i>  | 2 500,00 €            |
| <b>Prestations collecte</b>   | <b>489 150,00 €</b>   |
| <i>Opération caméléon (20 unités), remplacement des têtes de colonnes d'apport volontaire en 80L d'ouverture</i>  | 116 000,00 €          |
| <i>Programme d'installation bailleurs 6 ou 7 implantations prévues - génie civil - (ABH, .... colonnes enterrées),</i>                                    | 100 000,00 €          |
| <i>Programme d'installation bailleurs 6 ou 7 implantations prévues : fournitures des BAV - agencements et aménagements (ABH, .... colonnes enterrées)</i> | 100 000,00 €          |
| <i>Achat 4 colonnes à verre enterrées : 15 000 euro/pièce</i>   | 60 000,00 €           |
| <i>Remplacement têtes de colonnes immo 3F Résidence St Just Argenteuil</i>  | 30 000,00 €           |
| <i>4 caissons (1x30m3 ; 1x25m3 ; 2 x15m3)</i>   | 25 000,00 €           |
| <i>Remplacement tete de colonnes ASTECH (6 unités)</i>  | 20 000,00 €           |
| <i>Remplacement tête de colonnes à verre SULO (10 unités)</i>   | 16 150,00 €           |
| <i>Achat colonne à verre aériennes (10)</i>   | 12 000,00 €           |
| <i>Caisson AZUR - prestation DIB</i>  | 5 000,00 €            |
| <i>Dalle béton pour pose des colonnes à verre</i>   | 5 000,00 €            |
| <b>Pré-collecte DIB</b>   | <b>350 000,00 €</b>   |
| <i>Fournitures de bacs en OS</i>  | 180 000,00 €          |
| <i>Fournitures de bacs en VRAC de tri, OM, DIB et végétaux</i>  | 170 000,00 €          |
| <b>Moyens généraux/prévention</b>   | <b>129 600,00 €</b>   |
| <b>Atelier mécanique</b>  | <b>32 230,00 €</b>    |
| <b>Total dépenses d'équipement</b>  | <b>2 068 989,53 €</b> |

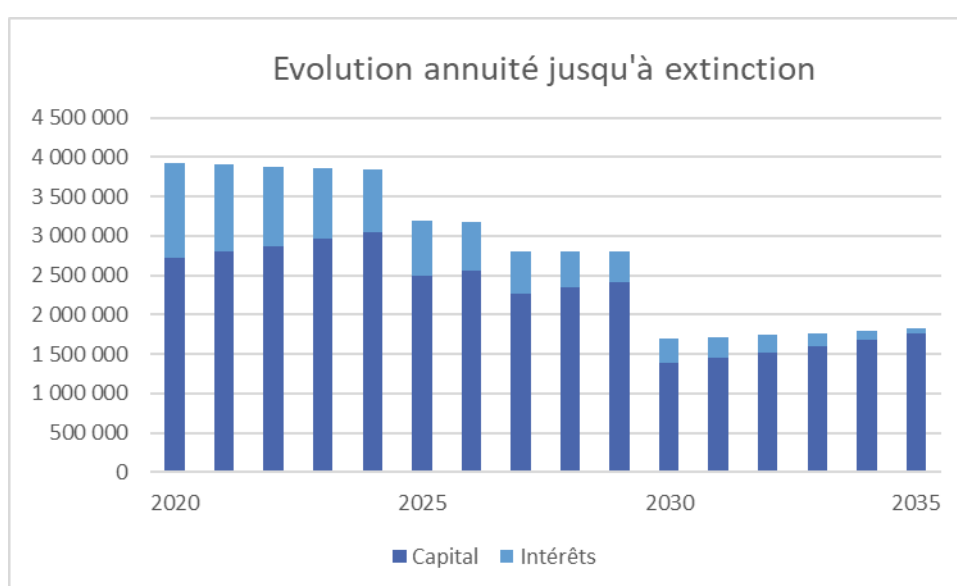


## 2. Les recettes d'investissement

- Le FCTVA calculé sur les dépenses éligibles n-2 (2020) est estimé à 245 000 €,
- Le remboursement de l'installation des 6 points d'apport volontaire prévu dans le cadre de la convention avec le bailleur ABH pour 200 000 €.

## IV. LA DETTE DU SYNDICAT

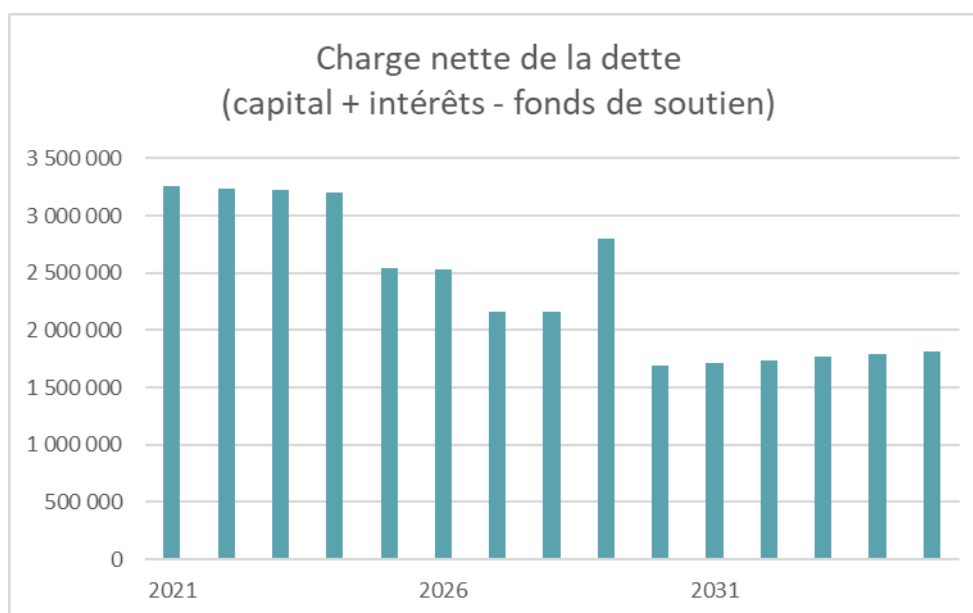
La charge de la dette évoluera favorablement en 2022, ainsi que les années suivantes, suite au réaménagement de la dette.



La dette ayant été réaménagée, le syndicat reçoit le fonds de soutien, lissé jusqu'à 2028 avec un montant annuel de 640 456 €. Le coût de la dette diminue d'environ 19 K€ en 2022 :

| Année | Capital   | Intérêts  | Annuité   | Fonds de soutien | Charge nette (capital + intérêts - fonds de soutien) | Variation € n/n-1 |
|-------|-----------|-----------|-----------|------------------|--|-------------------|
| 2021  | 2 796 315 | 1 103 645 | 3 899 960 | 640 456          | 3 259 504  | -23 363           |
| 2022  | 2 874 211 | 1 006 225 | 3 880 436 | 640 456          | 3 239 980  | -19 524           |
| 2023  | 2 955 802 | 905 903   | 3 861 705 | 640 456          | 3 221 249  | -18 731           |
| 2024  | 3 041 269 | 804 614   | 3 845 883 | 640 456          | 3 205 427  | -15 821           |

La charge nette de la dette (annuités, déduction faite du fonds de soutien) va évoluer comme suit dans les années à venir, pour une extinction de la dette en 2035 :



Afin de lisser la charge nette de la dette et amortir le pic dû à la fin de versement du fonds de soutien (l'année 2028), une provision pluriannuelle a été constituée, elle sera enregistrée annuellement entre 2020 et 2027 à hauteur de 1 000 €/an entre 2020 et 2024, puis 400 k€ en 2025, 145 k€ en 2026 et 200 k€ en 2027.

Cette provision sera reprise en 2029. Ce plan de provisionnement permet de contenir les variations importantes de la charge de la dette constatées sur les exercices 2025 (- 661 k€) ; 2027 (-360 k€) et 2029 (+635 k€).

| Année | Charge nette (capital + intérêts - fonds de soutien) | Variation € n/n-1 | Variation % n/n-1 | Provision votée | Charge dette avec provision | Variation € n/n-1 | Variation % n/n-1 |
|-------|--|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|
| 2020  | 3 282 867  |                   |                   | 1 000           | 3 283 867                   |                   |                   |
| 2021  | 3 259 504  | -23 363           | -0,71%            | 1 000           | 3 260 504                   | -23 363           | -0,71%            |
| 2022  | 3 239 980  | -19 524           | -0,60%            | 1 000           | 3 240 980                   | -19 524           | -0,60%            |
| 2023  | 3 221 249  | -18 731           | -0,58%            | 1 000           | 3 222 249                   | -18 731           | -0,58%            |
| 2024  | 3 205 427  | -15 821           | -0,49%            | 1 000           | 3 206 427                   | -15 821           | -0,49%            |
| 2025  | 2 544 385  | <b>-661 043</b>   | <b>-20,62%</b>    | 400 000         | 2 944 385                   | -262 043          | -8,17%            |
| 2026  | 2 526 641  | -17 744           | -0,70%            | 145 000         | 2 671 641                   | -272 744          | -9,26%            |
| 2027  | 2 166 143  | <b>-360 498</b>   | <b>-14,27%</b>    | 200 000         | 2 366 143                   | -305 498          | -11,43%           |
| 2028  | 2 163 041  | -3 101            | -0,14%            |                 | 2 163 041                   | -203 101          | -8,58%            |
| 2029  | 2 798 903  | <b>635 862</b>    | <b>29,40%</b>     | -750 000        | 2 048 903                   | -114 138          | -5,28%            |

## V. LES CHARGES DE PERSONNEL ET LES EFFECTIFS

### 1. Lignes Directrices RH du Syndicat

Le syndicat AZUR a adopté une stratégie pluriannuelle de pilotage des Ressources Humaines en 2021 qui définit les enjeux et objectifs de la politique RH pour la durée du mandat, qui se décompose en 3 parties :

#### 1. Mobilités et parcours professionnels :

- Favoriser les mobilités (anticipation des reconversions et identifier les demandes de mobilités)
- Favoriser les parcours professionnels (accompagnement dans les projets professionnels)
- Elaborer et mettre en œuvre le plan de formation pluriannuel

#### 2. Prévention et Action sociale :

- Développer la démarche de prévention (santé, sécurité au travail, lutte contre l'absentéisme, développer une démarche de Qualité de Vie au Travail)
- Maintien du lien avec les agents (action sociale, accompagnement)

#### 3. Maîtrise du budget RH :

- Anticiper les besoins en recrutement compte tenu des grandes orientations, des départs en retraite
- Garantir des Coûts de revient équilibrés par rapport au prix du marché

### 2. Evolution des charges de personnel

Les montants budgétés les années précédentes et prévus pour 2022 sont les suivants :

| Année                | 2017        | 2018        | 2019        | 2020        | 2021        | 2022        |
|----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Chapitre 012</b>  | 5 607 992 € | 5 646 800 € | 6 049 800 € | 6 218 566 € | 6 357 366 € | 6 480 000 € |
| <b>Evolution n-1</b> | -0,31%      | 0,69%       | 7,14%       | 2,79%       | 2,23%       | 1,93%       |

Ce montant prévisionnel intègre les différents postes subissant une variation significative :

|  |                    |
|--|--------------------|
| <b>BP voté en 2021</b>   | <b>6 357 366 €</b> |
| Revalorisation des agents de catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2022   | 48 000,00 €        |
| Les avancements de grade   | 2 000,00 €         |
| Les avancements d'échelon  | 15 000,00 €        |
| Protection sociale hausse prévisible de la participation employeur (marché mutuelle renouvelé au 1 <sup>er</sup> juillet 2022)                                       | 10 000,00 €        |
| Revalorisation du CIA  | 7 000,00 €         |
| Au 6331 / versement transport : suite à la diminution de l'abattement obtenu dans le cadre de la reprise des personnels de la CAAB. Fin de l'abattement, soit + 25 % | 15 634,00 €        |
| Ruptures conventionnelles  | 25 000,00 €        |
| <b>Budget prévisionnel 2022</b>  | <b>6 480 000 €</b> |

Cet équilibrage et la maîtrise de ce chapitre est rendu possible par le travail important mené par la Direction des Ressources Humaines sur le traitement des dossiers d'inaptitude physique, de longue invalidité et de retraite ainsi que par le travail de restructuration enclenché depuis 2016.

**Bilan du CIA, projections pour 2022 :**

|   | 2019     | 2020     | 2021     | 2022     |
|---|----------|----------|----------|----------|
| Agents concernés par le CIA                             | 132      | 123      | 120      | 126      |
| Agents ayant perçu une prime                            | 114      | 113      | 115      | 114      |
| Dont prime entre 600 € et 650 € (nouveau plafond)       | -        | -        | -        | 54       |
| Dont prime perçue entre 501 € et 599 €                  | -        | -        | -        | 38       |
| Dont prime perçue entre 401 € et 500 € (ancien plafond) | 90       | 86       | 88       | 10       |
| Dont prime entre 151 € et 400 €                         | 24       | 27       | 27       | 3        |
| Dont prime entre 51 € et 150 €                          | -        | -        | -        | 6        |
| Dont prime inférieure ou égale à 50 €                   | -        | -        | -        | 3        |
| Budget global, charges patronales comprises             | 64 400 € | 63 500 € | 64 500 € | 75 000 € |

A compter de l'année 2022, le plafond du complément indemnitaire annuel (CIA) est revalorisé à 650 € pour l'ensemble des ayants droits et d'en réviser le mode d'attribution en fonction du barème obtenu lors de l'évaluation N-1, comme suit :

| Tranche | Note inférieure à 2 | Note de 2 à 2.4 | Note de 2.5 à 2.9 | Note de 3 à 3.5 | Note égale ou supérieure à 3.6 |
|---------|---------------------|-----------------|-------------------|-----------------|--------------------------------|
| Montant | 0                   | 50 €            | 150 €             | 600 €           | 650 €                          |

Par ailleurs, une dizaine d'agents est dans des positions de disponibilité pour incapacité, longue maladie, démarches de mi-temps thérapeutique, reclassement. Ces situations pèsent sur la masse salariale du syndicat.

La politique ressources humaines menée par le syndicat a également un impact sur les dépenses de charges générales (chapitre 011), quelques évolutions à la hausse ont été prises en compte pour le budget 2022 :

- Au 611 : contrat de prestation d'assistance sociale + 3250 €
- Au 6185 / frais de colloques et séminaires : + 7 000 € ateliers de prévention et de Qualité de Vie au Travail
- Au 6251 / Voyages et déplacements : + 12 000 € congés bonifiés

### 3. Les effectifs

La structure des effectifs globaux du syndicat a évolué comme suit ces 3 dernières années :

| Nature des effectifs                                    | 2019       | 2020       | 2021       |
|---|------------|------------|------------|
| <b>Fonctionnaires :</b>                                 | <b>107</b> | <b>107</b> | <b>102</b> |
| - En activité   | 93         | 89         | 86         |
| - En disponibilité d'office                             | 2          | 5          | 3          |
| - En disponibilité pour convenances personnelles        | 4          | 5          | 3          |
| - En détachement extérieur                              | 2          | 1          | 0          |
| - En détachement pour stage                             | 2          | 1          | 0          |
| - Stagiaires en voie de titularisation                  | 3          | 4          | 6          |
| - En mi-temps thérapeutique                             | 1          | 2          | 4          |
| <b>Contractuels dont :</b>                              | <b>52</b>  | <b>52</b>  | <b>58</b>  |
| - En contrat à durée indéterminée                       | 1          | 2          | 2          |
| - Emplois saisonniers                                   | 14         | 12         | 14         |
| - Emplois d'accroissement d'activité (déchets végétaux) | 4          | 6          | 9          |
| - Emplois de remplacement                               | 15         | 12         | 12         |
| - Emploi CDD 3 ans                                      |            | 1          | 1          |
| - Emplois de « vacance temporaire »                     | 18         | 19         | 20         |
| - Emplois d'avenir                                      | 0          | 0          | 0          |
| <b>Autres</b>   |            |            | <b>1</b>   |
| - Stagiaires écoles rémunérés                           |            | 0          | 1          |

#### Evolution pour 2022 :

Pas de variation significative prévisible, néanmoins des mouvements de personnels sont engagés nécessitant leur remplacement sur un statut pouvant faire varier le ratio fonctionnaire / contractuel.